



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

programmes

Question écrite n° 47683

## Texte de la question

M. Alain Merly appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur la connaissance insuffisante de la majorité de nos concitoyens des gestes de premiers secours. Afin de combler ces lacunes, les bénévoles de la Croix-Rouge ont récemment initié de nombreux volontaires lors de la Journée mondiale des premiers secours. Par ailleurs, les campagnes de publicité et l'appel à des personnes célèbres permettent régulièrement de sensibiliser le public. Néanmoins, selon les estimations de la Croix-Rouge, 10 000 vies pourraient être sauvées annuellement si seulement 20 % des Français maîtrisaient les gestes de premiers secours, au lieu de 7 % actuellement. Un apprentissage délivré par les médecins scolaires (relayés éventuellement à l'âge adulte par les médecins du travail) permettrait d'inculquer les réflexes de base dès le plus jeune âge. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer la suite qu'il pense réserver à cette suggestion.

## Texte de la réponse

Le Gouvernement est très attentif à ce que la majorité de la population ait une maîtrise suffisante des gestes aux premiers secours. La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile crée ainsi dans ses articles 4 et 5, une obligation de sensibilisation à la prévention des risques et à la formation aux gestes de premiers secours en direction des élèves, génération très concernée dans cet apprentissage. À cet effet, un projet de décret impliquant plus particulièrement les médecins scolaires est en cours de finalisation.

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Merly](#)

**Circonscription :** Lot-et-Garonne (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 47683

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** santé

**Ministère attributaire :** santé et solidarités

## Date(s) clé(s)

**Date de signalement :** Question signalée au Gouvernement le 18 octobre 2005

**Question publiée le :** 28 septembre 2004, page 7525

**Réponse publiée le :** 25 octobre 2005, page 10025